

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Réf : CCAP AC25FORMATX

PRESTATION DE FORMATIONS SUR LES THEMATIQUES DES RISQUES ATEX ET Foudre

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

1.	OPERATEUR	4
2.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
3.	PROCEDURE DE PASSATION	4
4.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.	DUREE DU MARCHE	5
6.	LIEU D'EXECUTION.....	5
7.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
8.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
8.1.	Représentation des parties.....	6
8.1.1.	Représentation de l'acheteur	6
8.1.2.	Représentation du titulaire	6
8.2.	Conditions d'exécution.....	6
8.2.1.	Remplacement des intervenants.....	6
8.2.2.	Emission et exécution des bons de commande.....	6
8.3.	Obligations du titulaire.....	6
8.3.1.	Obligation de conseil.....	6
8.3.2.	Obligation d'information	7
8.3.3.	Obligation de confidentialité et d'impartialité.....	7
8.4.	Responsabilité du titulaire	7
8.5.	Clauses de réexamen.....	7
8.6.	Constatation de l'exécution des prestations	7
8.6.1.	Décision après vérifications	7
9.	REJET DE LA PRESTATION	7
9.1.1.	Pénalités liées à l'exécution des prestations	8
9.1.2.	Plafonnement des pénalités.....	8
9.1.3.	Exonération des pénalités	8
10.	REGIME FINANCIER	8
10.1.	Forme et contenu des prix	8
10.2.	Variation des prix	9
10.3.	Modalités financières.....	9
10.3.1.	Retenue de garantie et cautionnement	9
10.3.2.	Modalités de facturation	9
10.3.3.	Païement.....	9
10.4.	Mentions obligatoires	10
10.5.	Taux de TVA	10
10.6.	Monnaie.....	10
11.	DISPOSITIONS DIVERSES	10
11.1.	Forme des notifications et des informations.....	10
11.2.	Sous-traitance	10
11.3.	Assurances	10
11.4.	Autres obligations administratives.....	11
11.5.	Résiliation	11

11.6.	Exécution aux frais et risques du titulaire	11
11.7.	Différends.....	11
11.8.	Litiges et contentieux.....	11

1. OPERATEUR

Opérateurs de l'Etat :

Ineris FORMATION Société par Action Simplifiée à associé unique représenté par Ineris Président.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur :

La préparation, l'animation et la réalisation des sessions de formation sur les thématiques des risques ATEX et Foudre.

Par ailleurs, le présent marché sera conclu intuitu personae, il ne pourra en aucun cas être cédé ou transféré, pas plus que les droits et obligations qui y figurent à quelque personne, et sous quelque forme que ce soit, par l'une ou l'autre des parties sans l'accord express, préalable et écrit de l'autre partie.

Seuls des formateurs certifiés par Ineris FORMATION et à jour de leur certificat au regard des référentiels Ism-ATEX, Saqr-ATEX et Qualifoudre seront habilités à réaliser ces formations. Tout candidat souhaitant déposer un dossier de candidature devra préalablement et à ses frais s'engager à obtenir les certificats permettant son habilitation.

Les principales normes ou référentiels à prendre en compte, sont :

- Les référentiels Ism ATEX,
- Le référentiel QUALIFOUDRE.

Le présent marché est un accord-cadre multi attributaires exécuté à bons de commande.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale :

80510000-2 Services de formation spécialisée

80521000-2 Services relatifs aux programmes de formation

Le présent cahier des charges définit les conditions dans lesquelles Ineris FORMATION souhaite confier la réalisation de prestations de formation sur les risques Atex et foudre à un nombre maximum de 5 titulaires par lot.

3. PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

4. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord cadre est conclu sans minimum avec un maximum de 400 000 € H.T.

Lot 1	250 000,0 €
Lot 2	25 000,0 €
Lot 3	125 000,0 €
TOTAL	400 000,0 €

5. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 48 mois à compter de la notification.

La durée de l'accord-cadre court à compter du premier jour du mois suivant sa date de notification. Le marché n'est pas reconductible.

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

6. LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées aux adresses définies dans chaque bon de commande.

Toutefois à des fins administratives le lieu d'exécution du marché est établi à Ineris FORMATION Parc technologique Alata -60650 Verneuil-en-Halatte.

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent acte d'engagement réf AE AC25FORMATEX et ses annexes financières en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société ;
- Son annexe BPU valant annexe financière.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP AC25FORMATEX et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de Ineris FORMATION fait seul foi ;
- Les conditions générales d'achat de Ineris FORMATION ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de Ineris FORMATION (www.ineris.fr);
- La charte de déontologie de Ineris FORMATION
- Le cahier des clauses Techniques particulières CCTP AC25FORMATEX dont l'exemplaire conservé dans les archives de Ineris FORMATION fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur à la date de signature du marché.
- Les bons de commandes émis dans le cadre du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent ;

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité de l'accord-cadre et des obligations de Ineris FORMATION et du Titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Représentation des parties

8.1.1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par Ineris FORMATION est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

Dans le présent document le terme l'Acheteur représente Ineris FORMATION personne morale.

8.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2. Conditions d'exécution

8.2.1. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

8.2.2. Emission et exécution des bons de commande

Lors de la survenance d'un besoin Ineris FORMATION adressera par écrit une ou plusieurs demandes d'intervention en indiquant la nature du besoin. La répartition entre chaque titulaire sera établie en fonction d'une analyse par Ineris FORMATION en cascade.

Le titulaire arrivé en première position sera consulté en priorité. A défaut de réponse sous 48 heures ou en raison d'indisponibilité, Ineris FORMATION consultera les autres cotitulaires du marché sur la base de critères suivants :

- Prix
- Disponibilité

Ces besoins seront formalisés par une commande Les bons de commande sont notifiés par mail.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.3. Obligations du titulaire

8.3.1. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir d'information (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

8.3.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.3.3. Obligation de confidentialité et d'impartialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire, son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants concernés par cet accord-cadre, s'engagent au travers d'un formulaire dédié géré par Ineris Formation, à révéler toute situation dont ils ont connaissance, qui pourrait les confronter ou confronter Ineris Formation à un conflit d'intérêt.

8.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

8.5. Clauses de réexamen

Les prestations objet du marché pourront faire l'objet d'un réexamen par exemple, modification du catalogue du marché, modification des supports pédagogiques.

8.6. Constatation de l'exécution des prestations

8.6.1. Décision après vérifications

Les prestations objet du marché devront être réalisées dans les délais et les conditions décrites au CCTP.

Ineris Formation peut décider de valider l'exécution de la prestation par une analyse des livrables et notamment par les enquêtes de satisfaction réalisées à l'issue des formations.

9. REJET DE LA PRESTATION

À la suite de l'analyse Ineris Formation peut décider le rejet du livrable. Dans ce cas, il doit informer le titulaire par écrit des motifs du rejet et des demandes de corrections/ modifications qu'il souhaite voir apporter.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de répondre.

PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.1.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de retard d'exécution des prestations, Ineris FORMATION se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 20% du montant de la commande concernée.

Il peut s'agir de retard aux sessions de formations dont le titulaire à la charge, ou d'absence à ces formations.

Il peut également s'agir de tout retard dans la délivrance d'un livrable prévu au CCTP.

En cas de non-présentation à une formation, il est d'ores et déjà entendu que la prestation ne sera pas payée.

Insatisfaction

Les sessions de formation donnent lieu à une évaluation des formateurs. En cas de satisfaction inférieures à 75%, Ineris formation se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 20% de la commande concernée.

9.1.2. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur des prestations.

9.1.3. Exonération des pénalités

Par dérogation au CCAG applicables, il n'existe pas dans ce marché de seuil d'exonération des pénalités.

10. REGIME FINANCIER

10.1. Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

N° du poste	Désignation de la nature des prestation	Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Type de prix unitaire	Minimum (EUR HT) / Maximum (EUR HT)	Variation (s) de prix
1		Prix Unitaire	A bons de commande	Bordereau de prix	Min : 0 / Max 400 000	Révisables

Voir Article 2 du cahier des clauses techniques particulières pour le détail des prestations demandées.

Dans le tableau ci-dessus :

« PU » = « prix unitaire »,

« BC » = « bons de commande »,

« QD » = « quantités demandées »

« - » = « sans objet ».

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Les frais afférents à la réalisation des prestations,
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

10.2. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 qui est le mois de la remise des offres. En cas d'appel d'offres infructueux, si le marché fait l'objet d'une nouvelle consultation avec négociation, le mois M0 sera celui de la remise de l'offre finale par le titulaire

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date de la commande.

Les prix du marché sont révisibles tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché et sur demande du titulaire du marché adressé au moins 1 mois avant la date anniversaire du marché.

La formule de révision des prix est la suivante

$$P = P_0 [ICHTrev-TS / ICHTrev-TSO]$$

Dans laquelle

ICHTrev-TS = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques **Identifiant 001565195**

ICHTrev-TSO = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques **Identifiant 001565195** à la date de remise de l'offre.

NOTA : seuls les indices définitifs publiés sur le site de l'INSEE sont admis. Les indices provisoires ne sont pas admis.

10.3. Modalités financières

10.3.1. Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

10.3.2. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire à l'issue de l'exécution de la prestation et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire de la façon suivante :

- 100 % à l'issue de l'exécution de chaque commande et sur présentation d'une facture.

10.3.3. Paiement

Les factures seront payables au plus tard à 60 jours date de facture, sur constatation du service fait. Ineris FORMATION s'engage à mettre tout en œuvre afin de réduire ce délai.

Les factures doivent impérativement être transmise au service Comptabilité fournisseurs par mail à : comptabilite.inform@ineris.fr

N° DE MARCHE : N° figurant dans l'acte d'engagement / et ou dans le bon de commande

CCAP AC25FORMATX

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.4. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture ;

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture

10.5. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.6. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1. Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique

11.2. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

[https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance- dans-marches-publics](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics)).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

11.3. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

11.5. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5 % des montants restant théoriquement dus**.

11.6. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.7. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.8. Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif **d'Amiens**

14 rue Lemerchier

80 000 Amiens